

Mail Stop: Assignment Recordation Services Director of the U.S. Patent and Trademark Office P.O. Box 1450 Alexandria, VA 22313-1450		RECORDATION FORM COVER SHEET PATENTS ONLY		U.S. DEPARTMENT OF COMMERCE Patent and Trademark Office	
Attorney Docket No. <u>116613</u>					
In response to Document ID No.: 700318997, please record the attached document. Attached hereto is a copy of Document No. 700318997.					
Total number of pages including cover sheet, attachments, and document: <u>12</u>					
1. A. Name of conveying party(ies): ARJO WIGGINS SECURITY SAS B. Additional name(s) of conveying party(ies) attached? ☐ Yes ☒ No			2. A. Name and address of receiving party(ies): ARJOWIGGINS SECURITY 117 QUAI DU PRESIDENT ROOSEVELT 92130 ISSY LES MOULINEAUX FRANCE B. Additional name(s) & address(es) attached? ☐ Yes ☒ No		
3. A. Nature of conveyance: ☐ Assignment ☐ Merger ☐ Security Agreement ☒ Change of Name ☐ Other _____ B. Execution Date: <u>April 9, 2004</u>					
4. A. Patent Application No.(s) <u>10/466,627</u> B. Patent No.(s) Additional numbers attached? ☐ Yes ☒ No C. Title of Application: <u>PAPER INCLUDING BODIES CARRYING AT LEAST ONE BIOCHEMICAL MARKER</u>					
5. Name and address of party to whom correspondence concerning document should be mailed: Name: <u>William P. Berridge</u> Address: OLIFF & BERRIDGE, PLC P.O. Box 19928 Alexandria, VA 22320 Phone Number: 703-836-6400 Fax Number: 703-836-2787			6. Total number of applications and patents involved: <u>1</u> 7. Please charge Deposit Account No. 15-0461 the total fee (37 CFR 3.41) in the amount of <u>\$40.00</u> . 8. Credit any overpayment or charge any underpayment to deposit account number 15-0461.		
9. Statement and signature. <i>To the best of my knowledge and belief, the foregoing information is true and correct and any attached copy is a true copy of the original document.</i> <u>Leana Levin</u> William P. Berridge Registration No. 30,024 Leana Levin Registration No. 51,939 Date: <u>May 3, 2007</u>					

CH \$40.00 150461 10466627

ARJO WIGGINS SECURITY SAS
Société par actions simplifiée au capital de 70.000.000 d'euros
Siège social : 117 quai du Président Roosevelt
92130 - Issy les Moulineaux
433 753 258 RCS Nanterre
—o0o—

PROCES-VERBAL DES DECISIONS ECRITES DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 9 AVRIL 2004

Le 9 avril 2004,

La société ARJO WIGGINS, représentée par Monsieur François Wanecq, l'Associé Unique de la société ARJO WIGGINS SECURITY SAS, a pris les décisions écrites relatives à l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Président,
- Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice,
- Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003,
- Affectation du résultat,
- Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de Commerce, et approbation desdites conventions,
- Cautions, avals et garanties,
- Modifications statutaires diverses,
- Mandats des commissaires aux comptes titulaire et suppléant,
- Eventuelles questions diverses,
- Pouvoirs en vue des formalités.

L'Associé Unique confirme que tous les documents et renseignements prévus par les dispositions statutaires, législatives et réglementaires et lui permettant de se prononcer en toute connaissance de cause sur les décisions relatives à l'ordre du jour ci-dessus ont été mis à sa disposition dans les conditions conformes aux dispositions des statuts.

L'Associé Unique prend connaissance des documents suivants :

- les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003 ;
- le rapport de gestion du Président ;
- les rapports du commissaire aux comptes ;
- le texte des projets de décisions.

L'Associé Unique prend ensuite les décisions suivantes, relatives à l'ordre du jour susmentionné :

Première décision

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et du rapport général du commissaire aux comptes, approuve l'inventaire et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2003, tels qu'ils ont été établis par le Président, et qui font apparaître, pour ledit exercice, un résultat déficitaire de 6 143 040 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, il donne quitus entier au Président et au Commissaire aux Comptes pour l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Deuxième décision

L'Associé Unique décide d'affecter ce résultat (6 143 040 euros) au report à nouveau.

Montant des dividendes et avoir fiscal des trois derniers exercices (CGI, art. 243 bis) :

	Montant Net	Avoir Fiscal
Exercice 2002	Néant	Néant
Exercice 2001	Néant	Néant
Exercice 2000	Néant	Néant

Troisième décision

L'Associé Unique, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de Commerce, déclare expressément approuver sans restriction, ni réserve, les termes de ce rapport.

Quatrième décision

L'Associé Unique autorise le Président à donner, sans son accord préalable, des cautions, avals ou garanties pour un montant annuel total ne pouvant dépasser 2 millions d'euros, et également à la condition que chaque nouvel engagement ne dépasse pas 1 million d'euros,

étant précisé que, par exception à ce qui précède, le Président est autorisé, pour ce qui concerne les cautions, avals ou garanties relatifs aux appels d'offres émis par les clients internationaux, à donner, sans l'accord préalable de l'Associé Unique, des cautions, avals ou garanties pour un montant annuel total ne pouvant dépasser 15 millions d'euros, également à la condition que chaque nouvel engagement ne dépasse pas 5 millions d'euros, et ce pour la période courant depuis le 1^{er} janvier 2003.

La présente autorisation demeurera valable au maximum pour une durée d'une année quelle que soit la durée des engagements cautionnés, avalisés ou garantis ; l'Associé Unique décide qu'à défaut de renouvellement exprès, elle expirera à la date de la décision de l'Associé Unique qui statuera sur l'approbation des comptes de l'exercice 2004.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, le Président est autorisé à donner à l'égard des Administrations fiscales et douanières, des cautions, avals ou garanties au nom de la Société sans limite de montant.

Si les cautions, avals ou garanties ont été donnés pour un montant total supérieur à la nouvelle limite totale fixée pour la période en cours, le dépassement ne peut être opposé aux tiers qui n'en ont pas eu connaissance, à moins que le montant de l'engagement invoqué n'excède à lui seul la limite totale ci-dessus fixée.

Cinquième décision

L'Associé Unique décide de modifier l'article 17 des statuts « DIRECTEUR GENERAL » comme suit :

- premier alinéa du paragraphe « Désignation » :

« Un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, associés ou non associés de la société, peuvent être désignés par décision du ou des associés. »

- dernier alinéa du paragraphe « Durée des fonctions » :

« Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du ou des associés. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité. »

- premier et deuxième alinéa du paragraphe « Pouvoirs » :

« Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, et notamment du pouvoir de représenter la société à l'égard des tiers. »

Le reste de l'article demeurant sans changement.

Sixième décision

L'Associé Unique décide de modifier l'article 4 des statuts « SIEGE SOCIAL » pour remplacer les alinéas 2, 3 et 4 par les mentions suivantes :

« Le siège social pourra être transféré dans tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Président, après avoir demandé l'avis ou sur proposition préalable du ou des associés à ce sujet, et en tout autre lieu par décision du ou des associés »

« En cas de transfert décidé par le Président, celui-ci est habilité à modifier les statuts en conséquence. »

Le reste de l'article demeurant sans changement.

Septième décision

L'Associé Unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 18 des statuts « CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS » qui devient :

« Le commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieur au pourcentage prévu par les textes en vigueur ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de Commerce. »

Le reste de l'article demeurant sans changement.

Huitième décision

L'Associé Unique décide de modifier l'article 21 des statuts « DECISIONS DES ASSOCIÉS », paragraphe « *Décisions prises à la majorité simple du capital* », en son sixième alinéa qui devient :

« transfert du siège social en dehors du même département ou d'un département limitrophe ; »

et, compte tenu des modifications de l'article 17 objet de la cinquième décision, en son deuxième alinéa qui devient :

« nomination et révocation du président ainsi que du ou des directeurs généraux ».

Le reste de l'article demeurant sans changement.

Neuvième décision

L'Associé Unique décide de modifier :

- la dénomination sociale qui devient ARJOWIGGINS SECURITY ;
- corrélativement l'article 3 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

« ARTICLE 3 - DENOMINATION »

La dénomination de la société est :

ARJOWIGGINS SECURITY »

Le reste de l'article demeurant sans changement.

Dixième décision

L'Associé Unique :

- prend acte de la fusion absorption en date du 30 juin 2003 de la société Coopers & Lybrand Audit (société à responsabilité limitée - siège social : 32, rue Guersant 75017 Paris - RCS Paris 302 474 572), commissaire aux comptes titulaire, par la société PricewaterhouseCoopers Audit (anciennement Befec-Price Waterhouse (société anonyme - siège social : 32, rue Guersant 75017 Paris - RCS Paris 672 006 483) commissaire aux comptes suppléant ;
- prend acte, en conséquence de la fusion mentionnée ci-dessus, de l'accession par la société PricewaterhouseCoopers Audit aux fonctions de commissaire aux comptes titulaire à compter du 30 juin 2003 pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de la décision du ou des associés relative à l'approbation des comptes de l'exercice 2005 ;
- nomme, en qualité de nouveau commissaire aux comptes suppléant, Monsieur Yves Nicolas, demeurant 32, rue Guersant, 75017 Paris, né le 21 mars 1955 à La Voulte/Rhône (Ardèche), pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'issue de la décision du ou des associés relative à l'approbation des comptes de l'exercice 2005.

Onzième décision

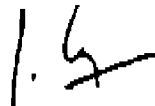
L'Associé Unique donne tous pouvoirs au Président et au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des présentes pour remplir toutes formalités légales consécutives à l'adoption des décisions qui précèdent.

M^r **Antoine BAILLY**
Certifie le présent document
Conforme à l'original
qui lui a été présenté



L'Associé Unique

Pour la société ARJO WIGGINS



François Wanecq

ARJO WIGGINS SECURITY SAS
Simplified joint stock company with a capital of EUR 70,000,000
Registered office: 117 quai du Président Roosevelt
92130 - Issy les Moulineaux
433 753 258 RCS (Trade register) Nanterre

Minutes of the written resolutions of the Sole Shareholder of April 9, 2004

On April 9, 2004,

The ARJO WIGGINS company, represented by Mister François Wanecq, the Sole Shareholder of the ARJO WIGGINS SECURITY SAS company, has adopted the written resolutions in connexion with the following agenda:

- Management discussion and analysis of the Chairman,
- Report of the statutory auditor on the fiscal period accounts,
- Approval of the balance sheet and accounts for the fiscal period closed on December 31, 2003,
- Approbation of results,
- Special report of the statutory auditor on the agreements set forth in the Article L.227-10 of Trade Code, and approval of said agreements,
- Surety bond, backing and guarantee,
- Various statutory modifications,
- Mandates of the incumbent and substitute statutory auditors,
- Potential various questions,
- Powers for formalities.

The Sole Shareholder confirms that all documents and information provided for in the statutory, legislative and prescribed provisions and allowing him to reach a decision with full knowledge of the facts on the resolutions in connexion with the above mentioned agenda have been provided to him in the conditions conform to statutory provisions.

The Sole Shareholder takes cognizance of the following documents:

- Accounts related to the fiscal year closed on December 31, 2003,
- Management discussion and analysis of the Chairman,
- Reports of the statutory auditor,
- Draft of resolutions.

The Sole Shareholder then adopts the following resolutions, in connexion with the above mentioned agenda:

First resolution

After having taken cognizance of the management discussion and analysis of the Chairman and of the general report of the statutory auditor, the Sole Shareholder approves the inventory and the accounts for the fiscal year ending on December 31, 2003, as established by the Chairman and which show a loss of EUR 6,143,040 for said fiscal year, as well as the transactions rendered in these accounts and summarized in these reports.

Consequently, he grants full discharge to the Chairman and Statutory Auditor for the fulfilment of their mandate for said fiscal year.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to allocate this result (EUR 6,143,040) to the balance brought forward.

Amount of dividends and dividend tax credit for the last three fiscal years (CGI/General Tax Code, art. 243 bis):

	Net amount	Dividend tax credit
Fiscal year 2002	Nil	Nil
Fiscal year 2001	Nil	Nil
Fiscal year 2000	Nil	Nil

Third resolution

After having heard the reading of the special report made by the Statutory Auditor about the agreements set forth in Article L.227-10 of the Trade Code, the Sole Shareholder expressly states that he approves the terms of this report, without reservation of opinion.

Fourth resolution

The Sole Shareholder allows the Chairman to grant surety bonds, backings or guarantees, without his prior consent, for a total annual amount of at most 2 million euros, and also provided that each new commitment be less than 1 million euros,

being specified that, as an exception to the above, as far as the surety bonds, backings or guarantees related to calls for tender made by international clients are concerned, the Chairman can grant surety bonds, backings or guarantees, without the prior consent of the Sole Shareholder, for a total annual amount of at most 15 million euros, and also provided that each new commitment be less than 5 million euros, since January 1st, 2003.

The present authorization will remain valid for a maximum duration of one year, whatever the duration of the bonded, backed or guaranteed commitments might be; the Sole Shareholder decides that, if there is no express renewal, this authorization will expire on the date of the Sole Shareholder's resolution disposing of the approval of the accounts for the fiscal year 2004.

By derogation from the above provisions, the Chairman is allowed to grant to the tax and custom authorities surety bonds, backings and guarantees in the name of the Company without any amount limit.

If surety bonds, backings and guarantees have been granted for a total amount higher than the new total limit determined for the current period, third parties cannot be held liable for this overexpenditure they did not know about, except if the amount of the cited commitment on its own exceeds the above-mentioned total limit.

Fifth resolution

The Sole Shareholder decides to modify Article 17 of the articles of incorporation "CHIEF EXECUTIVE OFFICER" as follows:

- first paragraph of subsection "Appointment":

"One or several chief executive officer(s), natural or artificial person(s), partner(s) or not of the company, can be appointed by resolution of partner(s)".

- last paragraph of subsection "Term of office":

"The chief executive officer can be renovated at any time and without any proper cause, by resolution of partner(s). To be discharged from the position of chief executive officer does not entitle to any indemnity."

- First and second paragraphs of subsection "Powers":

"Except in case of limitation settled by appointment resolution or by a later resolution, the chief executive officer has the same powers as the Chairman, and namely the power to represent the company in front of third parties."

The rest of the article being unchanged.

Sixth resolution

The Sole Shareholder decides to modify Article 4 of the articles of incorporation "REGISTERED OFFICE" in order to replace paragraphs 2, 3 and 4 by the following information:

"The registered office can be transferred in any other place in the same department or in a conterminous one, by simple resolution of the Chairman, after having asked to or on a prior proposal of partner(s) on this subject matter, and in any other place by resolution of partner(s).

In case of a transfer decided by the Chairman, he is thus entitled to modify the articles of incorporation in consequence."

The rest of the article being unchanged.

Seventh resolution

The Sole Shareholder decides to modify the first paragraph of Article 18 of the articles of incorporation "AGREEMENTS BETWEEN THE COMPANY AND ITS OFFICERS" which turns into:

"The statutory auditor submits to partners a report on the agreements made directly or through an intermediary between the company and its Chairman, one of its officers, one of its partners having a fraction of voting rights higher than the percentage under the texts in force or, if it is a partner company, the company controlling it under Article L.233-3 of the Trade Code"

the rest of the article being unchanged.

Eighth resolution

The Sole Shareholder decides to modify Article 21 of the articles of incorporation "RESOLUTIONS OF PARTNERS", subsection *"Resolutions adopted by simple majority of the capital"*, in its sixth paragraph, which becomes:

"transfer of the registered office outside the same department or a conterminous department,"

and, taking into account the modifications of Article 17, subject matter of the fifth resolution, in its second paragraph, which becomes:

"appointment and revocation of the Chairman and of the chief executive officer(s)",

the rest of the article being unchanged.

Ninth resolution

The Sole Shareholder decides to modify:

- the corporate name which turns into ARJOWIGGINS SECURITY;
- correlatively Article 3 of the articles of incorporation which will be from now on drawn up as follows:

"ARTICLE 3 - CORPORATE NAME

The corporate name of the company is:

ARJOWIGGINS SECURITY,

the rest of the article being unchanged.

Tenth resolution

The Sole Shareholder,

- takes legal recognizance of the merger on June 30, 2003 between the Coopers & Lybrand Audit company (limited liability company - registered office: 32, rue Guersant 75017 Paris - RCS (trade register) Paris 302 474 572), incumbent statutory auditor, and the PricewaterhouseCoopers Audit company (formerly Befec-Price Waterhouse (stock company - registered office: 32, rue Guersant 75017 Paris - RCS (trade register) Paris 672 006 483), substitute statutory auditor);
- takes legal recognizance, consequently to the above mentioned merger, of the accession by the PricewaterhouseCoopers Audit company to the office of incumbent statutory auditor as of June 30, 2003 for the duration of its predecessor's remaining mandate, that is to say till the outcome of the resolution of partner(s) concerning the approval of accounts for fiscal year 2005;
- appoints, as the new substitute statutory auditor, Mister Yves Nicolas, living 32, rue Guersant 75017 Paris, born on March 31, 1955 at La Voulte/Rhône (Ardèche), for the duration of its predecessor's remaining mandate, that is to say till the outcome of the resolution of partner(s) concerning the approval of accounts for fiscal year 2005.

Eleventh resolution

The Sole Shareholder fully empowers the Chairman and the bearer of a copy or an extract of these present minutes to perform legal formalities consequent on the adoption of the preceding resolutions.

Antoine BAILLY

Certifies the present document as
conforming to the original

(Signature)

The Sole Shareholder

For the ARJO WIGGINS company
(Signature)

François Wanecq